



CHRONIQUE PRISON – JUSTICE

FEVRIER 2017

1^{er} Février Le mal logement s'enracine en France. 4 Millions de mal logés, plus de 12 Millions si on inclut les personnes dont la situation est fragile. Les marchands de sommeil sont l'un des visages du mal logement. Le combat des municipalités contre les propriétaires voyous est entravé par la lenteur de la justice.

La pénitenciaire rejoint la famille du renseignement au 1^{er} février 2017. Au total 250.000 personnes sous l'autorité de la justice sont susceptibles d'être surveillées. Plus de 33500 téléphones portables ont été découverts en 2016 en détention (+23% en 2 ans).

Un élève poignardé devant son lycée à PARIS, l'altercation mortelle a été suivie d'une tentative d'intrusion dans un autre lycée.

L'attentat au Québec dans la grande mosquée a fait six victimes. L'auteur est un étudiant d'extrême droite.

Décès de Thierry LEVY avocat pénaliste. En 1972, il assiste aux exécutions de BUFFET et BONTEMS dans la cour de la prison de la SANTE « le plus important pour moi, ça n'a pas été la peine de mort mais la prison ». En 2000, il devient Président de l'Observatoire International des Prisons (OIP) pour trois ans.

2 février – Recrutement record à l'Ecole Nationale de l'Administration Pénitentiaire. Début 2016 une campagne de communication a été lancée pour recruter 2400 agents, 2150 ont suivi la formation. 2500 sont attendus en 2017. Six mois de formation et deux mois de stage.

Affaire Pénélope FILLON. Un million d'euros de salaires suspects selon le Canard Enchaîné versé à son épouse et à deux de ses enfants. Une florissante société de conseils créée le 7 juin 2012 (2 F Conseil) a rapporté 750.000 euros à Monsieur FILLON jusqu'à fin 2015.

Epinglée, Marine LE PEN refuse de rembourser près de 300.000 euros, versés à Catherine GRISET chef de cabinet de celle-ci mais qui n'a jamais exercé une activité réelle au Parlement européen.

Les actes anti musulmans ont fortement reculé en 2016.

3 février – Handball : les frères KARABATIC condamnés en appel à deux mois de prison avec sursis et 10.000 euros d'amende pour escroquerie.

Enquête sur les petites annonces de VIVASTREET. Le site internet tire une large part de ses revenus de « l'escorting ». Une large partie de la prostitution passe désormais par internet.

Une mosquée fermée à AIX en PROVENCE pour une « menace pour la sécurité et

l'ordre public ».

4 février – Mort d'Adama TRAORE : « ça a merdé du début à la fin ». Les conversations entre les secours enregistrées le jour du décès du jeune homme il y a 6 mois montrent une grande confusion. L'asphyxie pourrait avoir été causée par la technique dangereuse mais autorisée de plaquage ventral utilisé par trois gendarmes lors de l'interpellation.

A TOULOUSE, l'école Al-Badr refuse de fermer malgré un enseignement non conforme et la condamnation du directeur. Des enfants y sont encore scolarisés.

Un militaire agressé au couteau au LOUVRE. L'agresseur a été touché par des tirs de riposte.

Serge DASSAULT condamné pour comptes cachés à 5 ans d'inéligibilité et 2 Millions d'euros d'amende. Il a annoncé qu'il allait faire appel.

700 retours attendus d'SYRIE, il s'agit de mineurs.

5 février – Attentat avorté au carrousel du Louvre. L'auteur de l'attaque contre les militaires serait un Egyptien de 29 ans résidant à DUBAÏ. Les forces de l'ordre ont été visées par huit attaques ou projets d'attentat depuis 2013.

Lourdes peines requises au procès du vol de tableaux de maîtres. Le parquet a réclamé 10 ans de prison et 300.000 euros d'amende pour le cambrioleur Vjeran TOMIC.

7 février – AULNAY-SOUS-BOIS un policier est mis en examen pour viol. Trois jours après l'interpellation d'un jeune homme de 22 ans dans la cité des 3000, quatre policiers ont été mis en examen pour violences volontaires. Ils ont été suspendus. Il y avait eu un précédent en 2015 du fait d'un policier municipal, le jugement doit être rendu le 20 février.

A la tété sur ARTE – La mafia corse à l'ombre de la République. Des années 20 à nos jours, l'histoire des liens entre caïds insulaires et pouvoir politique. « lorsque l'état est faible, les mafias prospèrent » Gilbert THIEL juge antiterroriste.

8 février – AUSTRALIE : 7% des prêtres en activité entre 1950 et 2010 ont été accusés de pédophilie. Une commission royale d'enquête a rendu public un rapport sur les abus sexuels dans l'Eglise. « La culture du secret dominait et les choses étaient étouffées » Gail FURNESS avocate de la commission.

AMNESTY révèle des milliers d'exécutions dans une prison de DAMAS. Entre 5000 et 13000 personnes auraient été torturées et pendues entre 2011 et 2015 dans « L'abattoir humain » de Saidnaya.

Nicolas SARKOZY renvoyé en procès dans l'enquête sur ses dépenses de campagne de 2012 et les fausses factures de la Société BYGMALION.

Doutes sur les nouvelles règles de tir offertes aux policiers. La loi de sécurité publique est examinée à l'Assemblée Nationale à partir de mardi.

9 février – Violences policières, l'affaire d'AULNAY prend une dimension politique. François HOLLANDE s'est rendu au chevet de la victime THEO L. Marine LE PEN a elle visité un commissariat et apporté son soutien aux policiers. Elle évoque « la présomption de légitime défense ».

Amours pénitentiaires devant la justice. Un ex-surveillant et une détenue ont comparu pour l'introduction d'un téléphone en prison. Le procureur requiert 3 mois de prison ferme contre la détenue, 3 mois avec sursis pour l'ex-surveillant.

BYGMALION : Nicolas SARKOZY est renvoyé en procès par le premier juge saisi, le second Renaud VAN RUYMBEKE a décidé de s'abstenir. L'ex-chef d'Etat a fait appel de l'ordonnance de renvoi.

Les plaintes pour viol restent trop rares. Seule une victime sur cinq se rend à la gendarmerie ou à la police.

Terrorisme : premières audiences en « circuit court » à Paris. Des prévenus étaient jugés pour infractions ne nécessitant pas d'enquêtes poussées. Exemple : les frères HATTAY condamnés à 8 ans de prison pour avoir rejoint la SYRIE. Ils ont été jugés pour détention de portables en prison, ils ont été condamnés à 15 mois de prison ferme.

10 février – Migrants le délit de solidarité au tribunal. Le procureur de la République a requis 8 mois de prison avec sursis pour « aide au séjour irrégulier d'un étranger en France » contre Cédric HERROU qui vit à proximité de la frontière italienne.

TRANSPARENCY INTERNATIONAL interpelle les candidats sur la lutte contre la corruption. L'association propose que les comptes de campagne soient publiés chaque mois. Elle exhorte les candidats à se prononcer pour la fin des assistants parlementaires familiaux.

Incidents à AULNAY : « Vous n'étiez pas branché émeutes ? » Deux jeunes ont été condamnés à 6 mois de prison ferme mercredi.

11 février – En banlieue, la confrontation incessante entre jeunes et policiers. Depuis que THEO L. a été grièvement blessé par un policier le 2 février les incidents se multiplient à AULNAY. Dans les cités, les contrôles d'identité récurrents sont l'occasion de face à face tendus avec les forces de l'ordre.

Les motivations du terroriste du LOUVRE en question. Abdallah El- Hamahmy voulait taguer « un tableau pour protester contre la politique de la France en Syrie.

La simple consultation d'un site internet fut-il terroriste ne doit pas conduire en prison a estimé le 10 février le Conseil Constitutionnel.

Cédric HERROU condamné à 3000 euros d'amende avec sursis pour avoir pris en charge des migrants sur le sol italien.

L'insertion comme alternative à la prison. « Chantiers Passerelles » a été fondé par deux anciens génépistes de LYON. La mission : développer les peines de Travail d'Intérêt Général. Objectif : permettre aux juges de prononcer une peine alternative à

l’incarcération. Puis la peine exécutée, l’association développe des offres de stage pour les condamnés.



12 février – Attentat déjoué : coup de filet contre 4 personnes à MONTPELLIER. Un adolescent de 16 ans avait prêté allégeance à l’Etat islamique.

Rachid KASSIM visé par une frappe. Il est soupçonné d’avoir piloté à distance l’assassinat du père Jacques HAMEL.

Dé radicalisation : les ratés du centre de PONTOURNY. Désormais vide de tout pensionnaire, l’avenir de l’établissement pilote semble compromis.

La maire d’AIX en PROVENCE renvoyée devant le tribunal pour détournement de fonds publics. Il lui est reproché une embauche sans fondement et la promotion de son chauffeur.

« La parole, rien qu’elle » de Philippe BILGER, ancien avocat général. Son père proche de l’organisation d’extrême droite « les chemises vertes » a été condamné à 10 ans de travaux forcés à la Libération. Son fils est allé le voir plusieurs en prison.

14 février – Des incidents ont troublé le rassemblement en soutien à Théo L. victime de violences policières à BOBIGNY.



Quelques dizaines de jeunes qui ne participaient pas au rassemblement ont attaqué les forces de l'ordre. L'exécutif, inquiet d'un embrasement, veut jouer l'apaisement.

Dans un souci d'équilibre, François HOLLANDE a prévu des déplacements à la rencontre des jeunes des banlieues et des policiers.

Garde à vue prolongée pour trois personnes suspectées de préparer un attentat à MONTPELLIER.

En Nouvelle Calédonie l'escalade de la violence menace la paix. Depuis 3 mois des agressions et des tirs visant les automobilistes et les gendarmes aux abords de la tribu Kanak de Saint Louis.

15 février – Le Parlement rétablit le délit de consultation des sites djihadistes. Le Conseil Constitutionnel avait estimé que ce texte portait atteinte aux libertés fondamentales.

Un couple surveillant de prison détenue sanctionné par recel de téléphone portable. Le surveillant trois mois de prison avec sursis, la détenue trois de prison ferme.

Les « daronnes » ultime rempart anti-émeutes. Depuis que Théo L. a subi un viol présumé par un policier, les mères se mobilisent dans les quartiers sensibles pour éviter l'embrasement.

L'exécutif continue de refuser les récépissés de contrôles d'identité.

« Il y a une tétanie des politiques vis-à-vis des policiers ». Chercheurs et syndicalistes dénoncent l'absence de doctrine claire de la part de l'Etat.

16 février – Thierry SOLERE visé par une enquête préliminaire. Le porte-parole de François FILLON est suspecté de fraude fiscale et de conflit d'intérêt par le parquet de NANTERRE.

Télescopage politique sur la loi de sécurité publique. Conçu pour donner satisfaction aux forces de l'ordre, le texte est voté dans un contexte de violences policières. Le Défenseur des droits s'inquiète du risque pour les policiers de croire à tort, à une plus grande liberté.

Passage en force sur le délit de consultation de sites djihadistes. Une disposition censurée par le Conseil Constitutionnel le 10 février a été réintroduite dans la loi du 13 février.

Une enquête ouverte sur de nouvelles violences : Mohamed K. assure avoir été frappé par les mêmes policiers une semaine avant Théo L.

17 février – Rachid KASSIM, itinéraire d'un djihadiste. Le Français a très probablement été tué par un drone américain. Il avait commandité une quinzaine d'attentats en France depuis 2015.

FILLON « sarkozyse » sa campagne. Il muscle ses propositions en matière de sécurité : 16.000 nouvelles places de prison - peines planchers - armement des polices

municipales - majorité pénale à 16 ans.

18 février – Affaires : le revirement de FILLON face à la justice. Il devrait être candidat même s'il devait être mis en examen, contrairement à ses premières déclarations. De son côté le parquet financier poursuit l'enquête pour détournement de fonds publics.

Amende requise contre un restaurateur accusé d'islamophobie. Le Cénacle à TREMBLAY-en-FRANCE avait refusé de servir des femmes voilées.

Crimes et délits : les délais de prescription doublés. 20 ans dans le cas d'un crime, 6 ans pour un délit. S'agissant des infractions « occultes et dissimulées » (délinquance en col blanc) le point de départ de la prescription est retardé à la découverte des faits avec un maximum de 12 ans.

Deux morts dans des règlements de comptes près de MARSEILLE.

Les questions sur la pression de l'islam radical. Dans de nombreuses villes, un contrôle social agressif incite la communauté musulmane à respecter les codes et les rites d'un islam rigoriste. Des résistances s'organisent, non sans difficultés.

Le patron de SAMSUNG va dormir en prison. Il est accusé de corruption dans l'affaire qui a provoqué la destitution de la Présidente président sud-coréenne PARK DAE-JUNG.

19 février – Un étudiant lillois suspecté de terrorisme. Ismaïl Z. 18 ans a été mis en examen et placé en détention provisoire. Il a reconnu avoir voulu commettre une action violente.

A MARSEILLE, règlement de comptes « saison 2 ». Les guerres entre bandes rivales, qui ont fait 26 morts en 2016 se poursuivent. L'emballage tiendrait à la liberté retrouvée de quelques figures du narco-banditisme.

Colonisation : propos maladroits, débat utile. Emmanuel MACRON a dit de la colonisation qu'il s'agissait « d'un crime contre l'humanité ». La colonisation et la guerre d'Algérie appartiennent à l'histoire, mais les placer non refermées sont un blocage durable de la société française. Editorial du Monde.

21 février – Rassemblements contre la corruption des élus. Des manifestations ont eu lieu dans plusieurs villes notamment à PARIS, TOULOUSE, LYON, ANGERS, LILLE pour dénoncer les affaires touchant François FILLON et Marine LE PEN.

Attaque au couteau à MONTAUBAN. Le parquet évoque l'acte d'un « déséquilibré ».

Sang et Or – Le plasma sanguin devient l'objet d'un marché mondial. Aux Etats Unis des entreprises privées se fournissent auprès de donneurs pauvres contre rémunération. « Le sang du pauvre finit dans le bras du riche » Jean Daniel TISSOT hématologue.

22 février – Paris ne veut pas le retour des djihadistes français capturés en Syrie et en Irak. De plus en plus de djihadiste français de l'organisation état islamique sont faits prisonniers alors que l'EI est en recul sur les fronts irakiens et syriens. La France cherche surtout à éviter que ses nationaux lui soient remis.

Huit ans de prison pour le voleur de tableaux. Les receleurs sont condamnés à 6 et 7 ans. Les 104 Millions d'euros, valeur des tableaux volés au Musée d'Art Moderne de PARIS, devront être payés.

Les vils avec objet, un débat juridique à clarifier. Le tribunal de BOBIGNY a jugé lundi qu'une pénétration anale avec matraque est un crime relevant de la Cour d'Assises.

Le méga fichier TES généralisé malgré les inquiétudes. Rassemblant à terme toutes les empreintes biométriques des Français, il est déployé à partir du mardi 21 février.

Droits de l'homme à l'épreuve. La Cour Européenne des droits de l'homme a condamné 5 fois la France pour traitement inhumains ou dégradants en 2016.

23 février – Alexandre BALKANY placé en détention provisoire pour non-paiement de sa caution de 100.000 euros. Il est accusé d'avoir dissimulé au fisc la possession d'une luxueuse villa à MARRAKECH.

Le parquet de BOBIGNY fait appel des poursuites pour viol contre un policier municipal de DRANCY. La Cour d'Appel de PARIS est saisie.

Face à une ex-thérapeute, des familles en ruine. Marie-Catherine PHANEKHAN est accusée d'avoir suggéré de faux souvenirs à ses patientes. « Au fond elle me disait ce que j'avais envie d'entendre » se souvient une patiente.

« Des juges et des enfants » de Cyril DENVERS France 5. L'auteur a suivi 5 magistrats lillois dans leur quotidien partagé entre protection et répression.

25 février – Des lycéens mobilisés contre les violences policières. 28 lycées ont fait l'objet d'un blocus à PARIS où une manifestation tendue a réuni près de 1000 jeunes.

Marine LE PEN rejette toute convocation par les juges et la police à propos de l'enquête relative à ses assistants parlementaires.

Décès de Roger KNOBELSPIESS le dimanche 19 février 2017. Il aura passé au total 26 ans en prison. Il avait écrit « Quartier de haute sécurité » préfacé par Michel FOUCAULT.

26 février – Le parquet national financier a décidé de confier le dossier FILLON à 3 juges d'instruction. Ils devront décider d'une éventuelle mise en examen du candidat « Les Républicains ».

Deux frères portant la KIPPA agressés à BONDY. Le parquet a ouvert une enquête.

Frédéric CHATILLON, homme clé des compagnes frontistes, a été mis en examen par les juges le 15 février pour escroquerie et abus de biens sociaux.

Le patrimoine des LE PEN visé par le Parquet National Financier. Ils auraient sous-évalué de près de 60% leur patrimoine.

Annonce du Ministre de la justice : un plan de construction de 32 Maisons d'Arrêt, un Centre de Détention en 5 ans. D'autre part il devrait y avoir l'ouverture de 28 Quartiers de Préparation à la Sortie.

28 février – L'inquiétante disparition de la famille TROADEC. Les enquêteurs cherchent notamment à cerner les personnalités du père et du fils.

16 personnes renvoyées en correctionnelle dans un dossier de fraude à la taxe carbone. Près de 140 Millions d'euros auraient été détournés au préjudice de l'Etat.